

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4110

[C - 2007/29304]

## 11 MAI 2007. — Décret relatif à l'enseignement en immersion linguistique (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret,

1° on entend par :

— « Apprentissage par immersion », une procédure pédagogique visant à assurer la maîtrise des compétences attendues en assurant une partie des cours et des activités pédagogiques de la grille horaire dans une langue moderne autre que le français en vue de l'acquisition progressive de cette autre langue;

— « Grille horaire », la liste des différents cours assurés hebdomadairement avec mention du nombre de périodes affectées à chacun.

— « Décret missions », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

— « Continuum pédagogique », le continuum pédagogique constitué de l'enseignement maternel et des huit premières années de la scolarité obligatoire tel que défini à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret missions;

— « Loi linguistique », la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

2° Les périodes ont une durée de 50 minutes.

**Art. 3.** L'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Des objectifs et des principes généraux de l'organisation de l'apprentissage par immersion*

**Art. 4.** L'apprentissage par immersion poursuit :

1° En ce qui concerne les cours et activités pédagogiques assurés dans la langue de l'immersion, la maîtrise des compétences définies, selon le cas, dans les socles de compétences, les compétences et savoirs ainsi que les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 ou 47 du décret missions;

2° En ce qui concerne la langue de l'immersion, la maîtrise des compétences liées à la communication orale et écrite dans cette langue définies dans les socles de compétences et dans les compétences et savoirs visés aux articles 25, § 1<sup>er</sup>, 3° ou 35, § 1<sup>er</sup>, 3° du décret missions.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sur la demande du chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement peut autoriser une école ou une implantation à organiser l'apprentissage par immersion.

Le Gouvernement fonde sa décision sur le respect des conditions définies dans le présent décret.

Dans l'enseignement subventionné, à l'initiative du pouvoir organisateur et pour autant que soient respectées les conditions définies dans le présent décret, une école ou une implantation peut organiser l'apprentissage par immersion.

§ 2. Dans une école ou une implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, cet apprentissage peut être organisé dans au maximum deux langues sans préjudice de l'article 7. Un même élève ne peut toutefois suivre les cours en immersion que dans une seule langue.

Les langues dans lesquelles l'apprentissage par immersion peut être organisé sont le néerlandais, l'anglais et l'allemand.

§ 3. Lorsqu'une école ou une implantation d'école organise l'apprentissage par immersion, cette organisation est mentionnée dans le projet d'établissement visé à l'article 68 du décret missions.

§ 4. A l'exception de l'épreuve externe commune conduisant à l'octroi du Certificat d'Etudes de Base tel que prévue par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire, les évaluations à caractère certificatif organisées au terme d'un cycle, d'une étape ou d'un degré le sont dans la langue de l'immersion en ce qui concerne les disciplines faisant l'objet d'un apprentissage par immersion.

Les élèves fréquentant une classe au sein de laquelle est organisé un apprentissage par immersion sont soumis, en français, aux évaluations externes non certificatives tel que prévues par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire.

L'école qui organise l'apprentissage par immersion veille à ce que les élèves maîtrisent le vocabulaire spécifique nécessaire pour participer aux évaluations visées à l'alinéa précédent.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'inscription dans l'apprentissage par immersion ne peut être soumise à aucune sélection préalable.

Le centre psycho-médico-social est chargé des mêmes missions pour les élèves fréquentant ou souhaitant fréquenter une classe au sein de laquelle est pratiqué l'apprentissage par immersion que pour les autres élèves.

§ 2. Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut limiter dans l'école ou l'implantation le nombre de classes au sein desquelles est pratiqué l'apprentissage par immersion.

Cette limitation figure, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française dans la demande et en ce qui concerne l'enseignement subventionné dans le dossier visé à l'article 13. Dans ce cas, sans préjudice des dispositions visées aux articles 80, 87 et 88 du décret missions, l'autorisation de fréquenter une desdites classes est accordée en suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes relatives à cette fréquentation.

En dérogation à la disposition définie à l'alinéa précédent, l'établissement peut accorder prioritairement une place disponible dans une classe au sein de laquelle est pratiqué l'apprentissage par immersion à un élève dont un frère ou une sœur ainsi que tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement.

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles la disposition visée à l'alinéa précédent est mise en oeuvre.

CHAPITRE III. — *De l'organisation de l'apprentissage par immersion durant le continuum pédagogique allant de l'école maternelle à la fin du premier degré de l'enseignement secondaire*

**Art. 7.** Au niveau des deux premières étapes du continuum pédagogique telles que définies par le décret missions, la langue moderne dans laquelle peut être pratiqué l'apprentissage par immersion est la seconde langue enseignée telle que définie au chapitre 3 de la loi linguistique.

Au niveau de la troisième étape du continuum pédagogique, la langue moderne dans laquelle peut être pratiqué l'apprentissage par immersion est le cours de langue moderne I tel que visé à l'article 4bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire et tel que défini au chapitre 3 de la loi linguistique.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'élève aborde l'apprentissage par immersion soit au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel, soit au niveau de la troisième année de l'enseignement primaire, soit au niveau de la première année de l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas des écoles n'organisant que de l'enseignement primaire, l'élève aborde l'apprentissage par immersion au niveau de la première année de l'enseignement primaire.

Une même école fondamentale ou primaire ne peut pas organiser l'apprentissage par immersion commençant en troisième maternelle ou en première primaire et l'apprentissage par immersion commençant en troisième primaire.

§ 2. Une école fondamentale qui organise de l'apprentissage par immersion offre la possibilité de suivre cet apprentissage soit durant la dernière année de l'enseignement maternel et les six années de l'enseignement primaire, soit durant les quatre dernières années de l'enseignement primaire.

Une école primaire qui organise de l'apprentissage par immersion offre la possibilité de suivre cet apprentissage soit durant les six années de l'enseignement primaire, soit durant les quatre dernières années de l'enseignement primaire.

Des établissements d'enseignement maternel, fondamental ou primaire peuvent conclure des accords de collaboration entre eux afin de satisfaire aux dispositions visées aux deux alinéas précédents.

Par dérogation aux dispositions visées aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas et sans préjudice de la disposition visée au 3<sup>ème</sup> alinéa, une école fondamentale ou primaire peut mettre progressivement en place l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion soit en troisième maternelle, soit en première primaire, soit en troisième primaire puisse poursuivre cet apprentissage par immersion durant la suite de sa scolarité primaire au sein du même établissement.

Une école secondaire qui organise de l'apprentissage par immersion au niveau de la première année de la troisième étape du continuum pédagogique offre la possibilité de poursuivre cet apprentissage au moins au cours de la deuxième année de cette troisième étape.

Par dérogation à la disposition visée à l'alinéa précédent, une école secondaire peut mettre progressivement en place l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant suivi la première année de la troisième étape du continuum pédagogique dans le cadre de cet apprentissage puisse poursuivre cet apprentissage au moins la deuxième année de cette troisième étape au sein du même établissement.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Au cours du deuxième cycle de la première étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 8 périodes et au plus 21 périodes.

§ 2. Au cours du premier cycle de la deuxième étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 8 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en 3<sup>ème</sup> maternelle ou en 1<sup>ère</sup> primaire.

Au cours du premier cycle de la deuxième étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 12 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en 3<sup>ème</sup> primaire.

Au cours du deuxième cycle de la deuxième étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 8 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en 3<sup>ème</sup> maternelle ou en 1<sup>ère</sup> primaire.

Au cours du deuxième cycle de la deuxième étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 12 périodes et au plus 18 périodes pour les élèves ayant entamé l'immersion en 3<sup>ème</sup> primaire.

§ 3. Lorsqu'un apprentissage par immersion est instauré dans une école ou une implantation, le cours de seconde langue, tel que défini à l'article 10, premier alinéa de la Loi linguistique et à l'article 7 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est comptabilisé dans la partie de la grille horaire consacrée à l'apprentissage par immersion telle que définie au § 2 du présent article. Dans ce cas, les apprentissages visés durant ce cours de seconde langue portent spécifiquement sur les compétences liées à la maîtrise de la langue concernée et sur le vocabulaire spécifique aux disciplines enseignées dans le cadre de l'apprentissage par immersion.

§ 4. Au cours de la troisième étape du continuum pédagogique, lorsqu'une partie de la grille horaire hebdomadaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 8 périodes et au plus 13 périodes. Les périodes visées à l'article 8, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire ne peuvent pas être organisées dans le cadre de l'apprentissage par immersion.

Sans préjudice de la disposition visée à l'article 7, alinéa 2 du présent décret, lorsqu'un apprentissage par immersion est instauré dans une école ou une implantation, les périodes de langue moderne, telles que définies à l'article 8, 3<sup>o</sup> du décret du 30 juin 2006 précité sont comptabilisées dans la partie de la grille horaire consacrée à

l'apprentissage par immersion telle que définie à l'alinéa précédent. Dans ce cas, les apprentissages visés durant ce cours de langue moderne portent spécifiquement sur les compétences liées à la maîtrise de la langue concernée et sur le vocabulaire spécifique aux disciplines enseignées dans le cadre de l'apprentissage par immersion.

Deux, trois ou quatre des périodes d'activités complémentaires définies à l'article 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire peuvent être consacrées à l'apprentissage de la langue dans laquelle est organisé l'apprentissage par immersion. Ces deux, trois ou quatre périodes ne sont pas comptabilisées dans les périodes visées à l'alinéa premier du présent paragraphe.

§ 5. Les cours de morale et de religion ne font pas partie de la partie de la grille horaire pouvant faire l'objet d'un apprentissage par immersion.

**Art. 10.** Les établissements d'enseignement fondamental ou primaire et d'enseignement secondaire peuvent conclure des accords de collaboration afin d'assurer la continuité de l'apprentissage par immersion entre le deuxième cycle de la deuxième étape et la troisième étape du continuum pédagogique.

CHAPITRE IV. — *De l'organisation de l'apprentissage par immersion durant les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'élève peut poursuivre, au cours des Humanités générales et technologiques visées aux articles 24 et suivants du décret missions et des Humanités professionnelles et techniques visées aux articles 39 et suivants du même décret, l'apprentissage par immersion suivi au cours de la troisième étape du continuum pédagogique.

§ 2. L'élève peut également entamer l'apprentissage par immersion en première année des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques dans la langue choisie s'il échet pour le cours de langue moderne I ou II tel que défini aux articles 4bis, § 3 et 4, 4ter § 2 et 3 et 4 quater § 1<sup>er</sup> de la Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 3. Une école secondaire qui organise de l'apprentissage par immersion au niveau de la première année des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques offre la possibilité de poursuivre cet apprentissage au cours de la suite de l'enseignement secondaire.

Par dérogation aux dispositions visées à l'alinéa précédent, une école secondaire peut mettre en place progressivement l'apprentissage par immersion pour autant qu'un élève ayant suivi la première année des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques dans le cadre de cet apprentissage puisse poursuivre la suite de la scolarité secondaire en apprentissage par immersion au sein du même établissement.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de chacune des quatre années couvrant soit les Humanités générales et technologiques, soit les Humanités professionnelles et techniques, lorsqu'une partie de la grille horaire est consacrée à l'apprentissage par immersion, cette partie couvre au moins 8 périodes et au plus 13 périodes.

Les périodes consacrées s'il échet spécifiquement au cours de langue moderne dans laquelle est pratiquée l'immersion sont comptabilisées dans la partie de la grille horaire consacrée à l'apprentissage par immersion. Dans ce cas, les apprentissages visés durant ce cours de langue moderne portent spécifiquement sur les compétences liées à la maîtrise de la langue concernée et sur le vocabulaire spécifique aux disciplines enseignées dans le cadre de l'apprentissage par immersion.

§ 2. Les cours de morale et de religion ne font pas partie de la partie de la grille horaire pouvant faire l'objet d'un apprentissage par immersion.

CHAPITRE V. — *Des modalités à remplir pour organiser de l'apprentissage par immersion*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, introduit la demande visant à obtenir l'autorisation d'assurer ou de poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion.

La demande visée à l'alinéa précédent comprend a minima :

- 1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;
- 2° L'avis du comité de concertation de base;
- 3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place et le suivi du projet;

Il aborde également les mesures prises afin de :

a) Mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) Assurer la continuité du projet;

c) Aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échet, quitteraient l'apprentissage par immersion.

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) En ce qui concerne les écoles fondamentales ou primaires, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau de la troisième étape du continuum;

c) En ce qui concerne la troisième étape du continuum, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau des Humanités générales et technologiques et des Humanités techniques et professionnelles;

d) S'il échet, les accords de collaboration évoqués aux articles 8 et 10;

En outre, en ce qui concerne les demandes de renouvellement, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échet, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces

derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils ont quitté le projet et la façon dont ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier.

§ 2. Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur, en ce qui concerne chaque école ou implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, accompagne la demande de subventionnement relative à l'école ou à l'implantation concernée d'un dossier comprenant a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et de l'instance de concertation locale ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place et le suivi du projet;

Il aborde également les mesures prises afin de :

a) Mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) Assurer la continuité du projet;

c) Aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échec, quitteraient l'apprentissage par immersion.

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) En ce qui concerne les écoles fondamentales ou primaires, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau de la troisième étape du continuum;

c) En ce qui concerne la troisième étape du continuum, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau des Humanités générales et technologiques et des Humanités techniques et professionnelles;

d) S'il échec, les accords de collaboration évoqués aux articles 8 et 10.

En outre, en ce qui concerne les dossiers relatifs à une prolongation de l'organisation de l'apprentissage par immersion, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échec, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils ont quitté le projet et la façon dont ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, l'autorisation d'assurer ou de poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion est accordée pour une période maximale de trois ans renouvelable. Cette période de trois ans débute à partir de l'année 2008-2009 en ce qui concerne les écoles déjà engagées dans l'apprentissage par immersion.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement peut suspendre, sur la base d'un rapport rédigé par le service d'inspection concerné, à dater de l'année scolaire suivante, toute autorisation d'assurer ou de poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion.

§ 2. Dans l'enseignement subventionné, le dossier visé à l'article 13, § 2, doit être introduit tous les trois ans. Cette période de trois ans débute à partir de l'année 2008-2009 en ce qui concerne les écoles déjà engagées dans l'apprentissage par immersion.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut, sur la base d'un rapport rédigé par le service d'inspection concerné, adresser une mise en demeure au pouvoir organisateur, par laquelle il l'invite dans un délai de 60 jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à prendre les mesures nécessaires pour assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion conformément aux dispositions du présent décret.

Si à l'échéance du délai de 60 jours calendrier visés à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion conformément aux dispositions du présent décret, le Gouvernement suspend, sur la base d'un rapport rédigé par le service d'inspection concerné à dater de l'année scolaire suivante, tout subventionnement lié à l'organisation de l'apprentissage par immersion.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les établissements ayant bénéficié d'une autorisation d'assurer ou de poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion qui n'utilisent pas ou n'utilisent plus cette autorisation en informent les Services du Gouvernement en veillant à préciser les motifs pour lesquels ils n'utilisent pas ou n'utilisent plus cette autorisation.

Dans l'enseignement subventionné, les pouvoirs organisateurs ayant déclaré assurer ou poursuivre l'organisation de l'apprentissage par immersion qui décident de ne plus organiser cet apprentissage en informent les Services du Gouvernement en veillant à préciser les motifs pour lesquels ils n'organisent pas ou n'organisent plus cet apprentissage.

Dans la mesure où des établissements ont obtenu l'autorisation visée au § 1<sup>er</sup> du présent article et ne l'ont pas utilisée, ces établissements s'ils souhaitent par la suite organiser l'apprentissage par immersion doivent introduire une nouvelle demande tel que défini à l'article 13.

**Art. 15.** Seules les écoles ayant, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, bénéficié de l'autorisation visée aux deux articles qui précèdent ou, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, sollicité et obtenu le subventionnement peuvent se prévaloir d'organiser de l'apprentissage par immersion.



CHAPITRE VI. — *De l'accompagnement et du contrôle de l'apprentissage par immersion*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Un organe d'observation et d'accompagnement de l'apprentissage par immersion, ci-après dénommé « l'organe », est créé au sein de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique. Cet organe a une compétence consultative.

§ 2. L'organe visé au paragraphe précédent a pour mission, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques :

1° De formuler à l'intention du Gouvernement, de la Commission de Pilotage, des pouvoirs organisateurs et des écoles des propositions visant à améliorer le dispositif d'apprentissage par immersion notamment sur la base du rapport général rédigé tous les trois ans par le Service général d'inspection;

2° De remettre, dans le cadre des dispositions visées aux articles 6, 5e alinéa, et 15, 5e alinéa, du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire, un avis à la Commission de Pilotage, à la demande de celle-ci, à propos des manuels et des outils pédagogiques destinés à l'apprentissage par immersion;

3° De formuler à l'intention du Gouvernement et de la Commission de Pilotage des propositions en matière de formation en cours de carrière des enseignants exerçant leur fonction dans le cadre de l'apprentissage par immersion;

§ 3. L'organe est présidé par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou par son délégué.

Il est composé :

— De l'Administrateur des Personnels de l'Enseignement ou de son délégué;

— De quatre inspecteurs désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique; au moins deux de ces inspecteurs ont en charge l'inspection d'une ou de plusieurs disciplines dont l'apprentissage peut être poursuivi dans le cadre de l'apprentissage par immersion;

— De quatre experts en pédagogie ou en didactique des langues désignés par le Gouvernement sur proposition de la Commission de Pilotage.

Le secrétariat du groupe de travail est assuré par un agent de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les membres bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Des conditions à remplir pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage par immersion*

**Art. 17.** A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le point A., a), 2. est complété comme suit : « linguistique; ».

2° Au point A., a), est inséré un point 2bis., rédigé comme suit : « 2bis. Instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

3° Le point B., a), 1bis est complété comme suit : « linguistique; ».

4° Au point B., a), est inséré un point 1ter., rédigé comme suit : « 1ter. Instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

5° Le point B., a), 5. est rétabli comme suit :

« 5. maître ou maîtresse de cours spéciaux chargé des cours en immersion linguistique ».

6° Le point Bbis., a), ibis. est complété comme suit : « linguistique; ».

7° Au point Bbis., a), est inséré un point 1quater., rédigé comme suit :

« 1quater. Instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

8° Le point Bbis., a), 2bis. est complété comme suit : « linguistique; ».

9° Au point Bbis., a), est inséré un point 2ter., rédigé comme suit : « 2ter. Instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

10° Le point Bbis., a), 6. est rétabli comme suit : « 6. maître ou maîtresse de cours spéciaux chargé des cours en immersion linguistique ».

11° Le point C., a), 2. est complété comme suit : « linguistique; ».

12° Au point C., a), est inséré un point 2bis., rédigé comme suit :

« 2bis. Professeur de cours généraux chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

13° Au point C., a), est inséré un point 5bis., rédigé comme suit :

« 5bis. professeur de cours spéciaux chargé des cours en immersion linguistique ».

14° Au point C., a), est inséré un point 6bis., rédigé comme suit :

« 6bis. professeur de cours techniques chargé des cours en immersion linguistique ».

15° Au point C., a), est inséré un point 7bis., rédigé comme suit :

« 7bis. professeur de pratique professionnelle chargé des cours en immersion linguistique ».

16° Au point C., a), est inséré un point 8ter., rédigé comme suit :

« 8ter. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle chargé des cours en immersion linguistique ».

17° Le point D., a), 1bis. est complété comme suit : « linguistique; ».

18° Au point D., a), est inséré un point *1ter.*, rédigé comme suit :

« *1ter.* Professeur de cours généraux chargé des cours en immersion en langue des signes; ».

19° Au point D., a), est inséré un point *2bis.*, rédigé comme suit :

« *2bis.* professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie chargé des cours en immersion linguistique ».

20° Au point D., a), est inséré un point *5bis.*, rédigé comme suit :

« *5bis.* professeur de cours spéciaux chargé des cours en immersion linguistique ».

21° Au point D., a), est inséré un point *6bis.*, rédigé comme suit :

« *6bis.* professeur de cours techniques chargé des cours en immersion linguistique ».

22° Au point D., a), est inséré un point *7bis.*, rédigé comme suit :

« *7bis.* professeur de pratique professionnelle chargé des cours en immersion linguistique ».

23° Au point D., a), est inséré un point *8ter.*, rédigé comme suit :

« *8ter* professeur de cours techniques et de pratique professionnelle chargé des cours en immersion linguistique ».

**Art. 18.** Au chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes suivants sont insérés après les termes « CHAPITRE II. — Titres requis des membres du personnel directeur et enseignant » : « Section 1<sup>re</sup>. — Titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, à l'exception des membres du personnel enseignant chargés des cours en immersion linguistique. »

2° L'article *6bis* est supprimé.

3° L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre *1bis*, est supprimé.

4° L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre *7., b)*, 1<sup>er</sup> tiret, est complété comme suit : « , par le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'immersion correspondant ou, suivant la langue enseignée, par le certificat de connaissance approfondie de la langue néerlandaise délivré par la Communauté flamande ou par le certificat de connaissance approfondie de la langue allemande délivré par la Communauté germanophone; ».

5° L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre *7., b)*, 2<sup>ème</sup> tiret, est complété comme suit :

« ou par le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'immersion correspondant. ».

6° L'article 8, lettre 2, est supprimé.

7° L'article 9, lettre *1bis*, est supprimé.

8° Les termes suivants sont ajoutés :

« Section II. — Titres requis des membres du personnel chargés des cours en immersion linguistique

Article 13.1. Les titres requis pour les fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>ère</sup>, délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>ère</sup>, délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>ère</sup>, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>re</sup>, complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'immersion;

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>re</sup>, complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue néerlandaise délivré par la Communauté flamande;

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre requis pour exercer la fonction correspondante de la section 1<sup>ère</sup>, complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue allemande délivré par la Communauté germanophone.»

**Art. 19.** A l'article 10 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, est inséré un § *3bis*, rédigé comme suit : « § *3bis.* - Pour l'application du présent arrêté, l'exigence de déféction du certificat de connaissance approfondie de la langue à enseigner n'est pas requise pour les titulaires d'un CCAL, d'un CCALN ou d'un CCALA correspondant. »

**Art. 20.** A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 4 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécialisé et primaire spécialisé, les termes « 10 et 11 » sont remplacés par les termes « 10, 11, *11bis* et *11ter* ».

**Art. 21.** Au § 1<sup>er</sup> de l'article 5 de l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial, les termes « de l'article 11 » sont remplacés par les termes « des articles 11, *11bis* et *11ter* ».

**Art. 22.** Au chapitre II de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes suivants sont insérés après les termes « Section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement » : « Sous-section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement, à l'exception des fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. »

2° A l'article 11, les rubriques intitulées « Instituteur maternel chargé des cours en immersion » et « Instituteur primaire chargé des cours en immersion » sont supprimées.

3° La section 1<sup>re</sup> est complétée comme suit :

« Sous-section 2. — Fonctions de recrutement de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique.

Article 11bis. Les titres jugés suffisants pour les fonctions de chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, complété par le CCALI;

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, complété par le CCALN;

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, complété par le CCALA.

Article 11ter. L'échelle d'une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique est identique à celle fixée pour la fonction correspondante de la sous-section 1ère aux mêmes conditions de titres.»

**Art. 23.** Au chapitre II de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes suivants sont insérés après les termes « Section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement » : « Sous-section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement, à l'exception des fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. »

2° A l'article 11, le litera 10 du point A. est supprimé.

3° A l'article 11, le litera 12 du point B., 1° est supprimé.

4° A l'article 11, le litera 11 du point B., 2° est supprimé.

5° La section 1<sup>ère</sup> est complétée comme suit :

« Sous-section 2. — Fonctions de recrutement de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique.

Article 11ter. Les titres jugés suffisants pour les fonctions de chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, complété par le CCALI;

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, complété par le CCALN;

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, complété par le CCALA. »

**Art. 24.** Au chapitre II de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes suivants sont insérés après les termes « Section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement » : « Sous-section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement, à l'exception des fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. »

2° A l'article 11, le litera 9 du point A. est supprimé.

3° A l'article 11, le litera 11 du point B., 1° est supprimé.

4° A l'article 11, le litera 11 du point B., 2° est supprimé.

5° La section 1<sup>ère</sup> est complétée comme suit :

« Sous-section 2. — Fonctions de recrutement de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique.

Article 11ter. Les titres jugés suffisants pour les fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère complété par le CCALI;

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1ère, complété par le CCALN;

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re complété par le CCALA. »

**Art. 25.** Au chapitre II de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes suivants sont insérés après les termes « Section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement » : « Sous-section 1<sup>re</sup>. — Fonctions de recrutement, à l'exception des fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. »

2° A l'article 11, le *littera* 21 du point A. est supprimé.

3° A l'article 11, le *littera* 20 du point C., est supprimé.

4° La section 1<sup>ère</sup> est complétée comme suit :

« Sous-section 2. — Fonctions de recrutement de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique.

Article 11*ter*. — Les titres jugés suffisants pour les fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1<sup>re</sup>, délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1re, délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1<sup>ère</sup>, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1<sup>re</sup>, complété par le CCALI;

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1<sup>ère</sup>, complété par le CCALN;

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante de la sous-section 1<sup>er</sup>, complété par le CCALA. »

**Art. 26.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, les termes « 8 membres effectifs et 8 membres suppléants, porteurs d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant A pour exercer la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion, la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré inférieur ou la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours en immersion au degré supérieur, avec une représentation de deux membres pour chaque fonction. » sont remplacés comme suit : « 4 membres effectifs et 4 membres suppléants, porteurs d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A pour exercer une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. »

**Art. 27.** A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les termes « Pour l'application des articles 6*bis*, 7, 1<sup>er</sup>*bis*, 8, 2, et 9, 1<sup>er</sup>*bis*, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, sont considérés comme titres pédagogiques étrangers équivalents à ceux qu'ils énumèrent » sont remplacés par les termes « Pour l'application de l'article 13.1 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, de l'article 11*bis* de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, de l'article 11*bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'article 11*bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, et de l'article 11*bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, sont considérés comme titres étrangers équivalents à ceux qu'ils énumèrent ».

2° Au § 1<sup>er</sup>, *c*), les termes « les fonctions d'instituteur ou de professeur de cours généraux chargés des cours en immersion. » sont remplacés par les termes : « une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. ».

3° Le § 2 est remplacé comme suit : « L'arrêté du Gouvernement visé au § 1<sup>er</sup>, *c*), précise le diplôme auquel le titre pédagogique étranger correspond, en spécifiant le cas échéant la section ou le groupe dont il relève. »

4° Le § 3 est supprimé.

**Art. 28.** A l'article 3, § 3, du même décret, le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé comme suit : « La commission se réunit chaque année dans le courant du mois d'août. Elle se réunit en outre à tout autre moment, en fonction des besoins, à l'initiative de son président. »

**Art. 29.** A l'article 4 §, 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « des fonctions d'instituteurs et professeurs de cours généraux chargés de cours en immersion » sont remplacés par les termes : « une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique ».



**Art. 30.** A l'article 4, § 4, du même décret, les termes «les fonctions d'instituteur et professeur de cours généraux chargés de cours en immersion.» sont remplacés par les termes : « une fonction de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique. ».

CHAPITRE VIII. — Des dispositions modificatives, transitoires et finales

**Art. 31.** Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'article 7<sup>quater</sup> est abrogé.

**Art. 32.** Les points 20° et 22° de l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement sont supprimés.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Le titre de la section 3 du même décret est complété comme suit : « en langue des signes »;

§ 2. A l'article 12 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, les termes « ou dans une langue moderne autre que le français » sont supprimés;

2° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les termes « en langue des signes » sont insérés entre les termes « immersion » et les termes « celui-ci »;

3° L'alinéa 4 est complété comme suit : « en langue des signes. »

4° Au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « en langue des signes » sont insérés entre les termes « immersion » et les termes « elle »;

5° Au § 2, alinéa 2, les termes « en langue des signes » sont insérés entre les termes « immersion » et les termes « elle »;

6° Les §§ 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 34.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 26, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par : Sur la demande du chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement autorise une école ou une implantation à organiser l'apprentissage par immersion.

Le Gouvernement fonde sa décision sur le respect des conditions définies dans le présent décret.

La demande visée à l'alinéa précédent comprend a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis du comité de concertation de base;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion, ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place et le suivi du projet;

Il aborde également les mesures prises afin :

a) De mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) D'assurer la continuité du projet sur au moins trois années scolaires successives et s'il échet les accords de collaboration passés avec d'autres établissements;

c) D'aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échet, quitteraient l'apprentissage par immersion;

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) S'il échet, les accords de collaboration passés avec d'autres établissements afin d'assurer la continuité du projet.

En outre, en ce qui concerne les demandes de renouvellement, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échet, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils ont quitté le projet et la façon dont ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier. »

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur, en ce qui concerne chaque école ou implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, accompagne la demande de subventionnement relative à l'école ou à l'implantation concernée d'un dossier comprenant a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et de l'instance de concertation locale ou du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion, ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place du projet;

Il aborde également les mesures prises afin :

a) De mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) D'assurer la continuité du projet sur au moins trois années scolaires successives et s'il échet les accords de collaboration passés avec d'autres établissements;

c) D'aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échet, quitteraient l'apprentissage par immersion;

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) S'il échet, les accords de collaboration passés avec d'autres établissements afin d'assurer la continuité du projet;

En outre, en ce qui concerne les dossiers relatifs à une prolongation de l'organisation de l'apprentissage par immersion, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échet, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils ont quitté le projet et la façon dont ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier.

2° A l'article 67, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par :

Sur la demande du chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement autorise une école ou une implantation à organiser l'apprentissage par immersion.

Le Gouvernement fonde sa décision sur le respect des conditions définies dans le présent décret.

La demande visée à l'alinéa précédent comprend a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis du comité de concertation de base;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion, ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place et le suivi du projet;

Il aborde également les mesures prises afin :

a) De mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) D'assurer la continuité du projet sur au moins trois années scolaires successives et s'il échet les accords de collaboration passés avec d'autres établissements;

c) D'aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échet, quitteraient l'apprentissage par immersion;

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) S'il échet, les accords de collaboration passés avec d'autres établissements afin d'assurer la continuité du projet;

En outre, en ce qui concerne les demandes de renouvellement, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échet, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier.»

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur, en ce qui concerne chaque école ou implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, accompagne la demande de subventionnement relative à l'école ou à l'implantation concernée d'un dossier comprenant a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et de l'instance de concertation locale ou du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion, ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place du projet;

Il aborde également les mesures prises afin :

a) De mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) D'assurer la continuité du projet sur au moins trois années scolaires successives et s'il échet les accords de collaboration passés avec d'autres établissements;

c) D'aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échet, quitteraient l'apprentissage par immersion;

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) S'il échet, les accords de collaboration passés avec d'autres établissements afin d'assurer la continuité du projet;

En outre, en ce qui concerne les dossiers relatifs à une prolongation de l'organisation de l'apprentissage par immersion, le descriptif est accompagné d'un avis du comité d'accompagnement local et d'un bilan des activités passées. Ce bilan aborde notamment le nombre d'enfants suivant avec fruit l'apprentissage par immersion et, s'il échet, le nombre d'enfants ayant quitté le projet. Concernant ces derniers, le bilan envisage le motif pour lequel ils ont quitté

le projet et la façon dont ils se sont réinsérés dans l'enseignement donné exclusivement en français. Le bilan envisage également les difficultés rencontrées ainsi que les mesures prises ou projetées pour les pallier.

**Art. 35.** Dans le décret du 2 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 15 est complété comme suit : « En ce qui concerne l'apprentissage par immersion, l'inspecteur général concerné organise le travail de son service afin de permettre un travail conjoint des inspecteurs chargés de l'inspection des cours de langue et de l'inspection des disciplines dont l'apprentissage est assuré par immersion. »

2° L'article 16 est complété comme suit :

« § 5. Tous les trois ans au moins, à partir de l'année scolaire 2007-2008, le Service général de l'Inspection adresse au Gouvernement un rapport sur l'état de l'apprentissage par immersion au sein des écoles. »

**Art. 36.** Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, dans une fonction de membre du personnel enseignant chargé de cours en immersion linguistique, continuent à bénéficier de l'échelle barémique qui leur était attribuée, si cette dernière leur est plus favorable.

**Art. 37.** A titre transitoire, pour l'année scolaire 2007-2008, les chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté et les Pouvoirs Organisateurs dans l'enseignement subventionné peuvent organiser l'apprentissage par immersion au deuxième degré de l'enseignement technique de qualification ou de l'enseignement professionnel selon les modalités en vigueur dans l'enseignement général et dans l'enseignement technique de transition I.

**Art. 38.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mai 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Session 2006-2007*

*Documents du Conseil*. — Projet de décret, n° 392-1. — Amendements de commission, n° 392-2. — Rapport, n° 392-3.

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 8 mai 2007.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4110

[C — 2007/29304]

#### 11 MEI 2007. — Décret betreffende het taalbadonderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet,

1° wordt verstaan onder :

— « Taalbadonderwijs », een pedagogische procedure die tot doel heeft de verwachte competenties te laten verwerven door een deel van de cursussen van het lesrooster te verstrekken en een deel van de pedagogische activiteiten van het lesrooster uit te oefenen in een andere moderne taal dan het Frans met het oog op de progressieve verwerving van die andere taal;

— « Lesrooster », de lijst van de verschillende cursussen die elke week worden verstrekt, met vermelding van het aantal lestijden die voor elk ervan bestemd zijn;

— « Opdrachtendecreet », het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

— « Pedagogisch continuüm », het pedagogisch continuüm bestaande uit het kleuteronderwijs en uit de eerste acht jaren van het leerplichtonderwijs, zoals bepaald in artikel 13, § 1, van het opdrachtendecreet;

— « Taalwet », de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

2° duren de lestijden 50 minuten.

**Art. 3.** Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschachtig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen en algemene beginselen voor de organisatie van het taalbadonderwijs*

**Art. 4.** Het taalbadonderwijs heeft de volgende doelstellingen :

1° betreffende de cursussen en pedagogische activiteiten die in de onderdompelingstaal plaatsvinden, de beheersing van de competenties die, naar gelang van het geval, worden bepaald in het referentiesysteem van de basisvaardigheden, van de competenties en de kennis alsook van de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39 *bis*, 44, 45 of 47 van het opdrachtendecreet.

2° betreffende de onderdompelingstaal, de beheersing van de competenties in verband met de mondelinge en schriftelijke communicatie in die taal bepaald in het referentiesysteem van de basisvaardigheden, van de competenties en de kennis bedoeld in de artikelen 25, § 1, 3° of 35, § 1, 3° van het opdrachtendecreet.

**Art. 5.** § 1. Op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, kan de Regering een school of een vestiging ertoe machtigen het taalbadonderwijs te organiseren.

De Regering steunt haar beslissing op de naleving van de voorwaarden bepaald in dit decreet.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan een school of een vestiging, op initiatief van de inrichtende macht en voor zover aan de in dit decreet bepaalde voorwaarden wordt voldaan, het taalbadonderwijs organiseren.

§ 2. In een school of een vestiging waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, kan dat leerproces in hoogstens twee talen worden georganiseerd onverminderd artikel 7. Een zelfde leerling mag echter de taalbadcursussen alleen in één enkele taal volgen.

De talen waarin het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd, zijn het Nederlands, het Engels en het Duits.

§ 3. Wanneer een school of een schoolvestiging het taalbadonderwijs organiseert, wordt die organisatie vermeld in het inrichtingsproject bedoeld in artikel 68 van het opdrachtendecreet.

§ 4. Met uitzondering van de gezamenlijke externe proef die leidt tot de toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs zoals bepaald in het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, worden de met een getuigschrift bekrachtigde evaluaties die op het einde van een cyclus, een stap of een graad worden georganiseerd, georganiseerd in de onderdompelingstaal voor de vakken die in het kader van het taalbadonderwijs worden onderwezen.

De leerlingen die lessen volgen in een klas waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, worden, in het Frans, onderworpen aan de externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd zoals bepaald in het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

De school die het taalbadonderwijs organiseert, zorgt ervoor dat de leerlingen de specifieke woordenschat beheersen die noodzakelijk is om aan de in het vorige lid bedoelde evaluaties deel te nemen.

**Art. 6.** § 1. De inschrijving voor het taalbadonderwijs mag niet worden onderworpen aan een voorafgaande selectie.

Het psycho-medisch-sociaal centrum wordt belast met dezelfde opdrachten voor de leerlingen die lessen volgen of willen volgen in een klas waarin het taalbadonderwijs wordt verstrekt als voor de andere leerlingen.

§ 2. Het inrichtingshoofd, voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, en de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, kan in de school of de in de vestiging het aantal klassen beperken waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd.

Die beperking wordt, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, vermeld in het aanvraagformulier, en, voor het gesubsidieerd onderwijs, in het dossier, bedoeld in artikel 13. In dat geval, onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 80,87 en 88 van het opdrachtendecreet, wordt de toelating om lessen in die klassen te volgen, verleend volgens de chronologische volgorde van de indiening van de aanvragen om die lessen te volgen.

In afwijking van de in vorig lid vastgestelde bepaling, kan de inrichting een beschikbare plaats in een klas waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd bij voorrang toekennen aan een leerling wiens broer of zus alsook iedere andere minderjarige die onder hetzelfde dak verblijft, reeds de inrichting bezoekt.

De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke de in het vorige lid bedoelde bepaling wordt toegepast.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van het taalbadonderwijs gedurende het pedagogisch continuüm dat loopt vanaf de kleuterschool tot het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 7.** Op het niveau van de eerste twee stappen van het pedagogisch continuüm zoals bepaald door het opdrachtendecreet, is de moderne taal waarin het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd, de tweede onderwezen taal zoals bepaald in hoofdstuk 3 van de taalwet.

Op het niveau van de derde stap van het pedagogisch continuüm, is de moderne taal waarin het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd de cursus moderne taal I zoals bedoeld in artikel 4*bis*, § 1 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs, en zoals bepaald in hoofdstuk 3 van de taalwet.

**Art. 8.** § 1. De leerling begint met het volgen van het taalbadonderwijs ofwel op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs, ofwel op het niveau van het derde jaar van het lager onderwijs, ofwel op het niveau van het eerste jaar van het secundair onderwijs.

In afwijking van het vorige lid, voor de scholen die alleen het lager onderwijs organiseren, begint de leerling met het volgen van het taalbadonderwijs op het niveau van het eerste jaar van het lager onderwijs.

Een zelfde basisschool of lagere school kan geen taalbadonderwijs organiseren vanaf het derde jaar van het kleuteronderwijs of vanaf het eerste jaar van het lager onderwijs en geen taalbadonderwijs vanaf het derde jaar van het lager onderwijs.



§ 2. Een basisschool die het taalbadonderwijs organiseert, biedt de mogelijkheid om dat onderwijs ofwel gedurende het laatste jaar van het kleuteronderwijs en de zes jaren van het lager onderwijs, ofwel gedurende de vier laatste jaren van het lager onderwijs te volgen.

Een lagere school die het taalbadonderwijs organiseert, biedt de mogelijkheid om dat onderwijs ofwel gedurende de zes jaren van het lager onderwijs, ofwel gedurende de vier laatste jaren van het lager onderwijs te volgen.

Inrichtingen voor kleuteronderwijs, basisonderwijs of lager onderwijs kunnen tussen elkaar medewerkingsakkoorden sluiten om de bepalingen bedoeld in de vorige leden na te leven.

In afwijking van de bepalingen bedoeld in de eerste en tweede leden en onverminderd de bepaling bedoeld in het derde lid, kan een basisschool of een lagere school het taalbadonderwijs geleidelijk organiseren, voor zover een leerling die begonnen is met het volgen van het taalbadonderwijs ofwel in het derde jaar van het kleuteronderwijs, ofwel in het eerste jaar van het lager onderwijs ofwel in het derde jaar van het lager onderwijs dat taalbadonderwijs kan blijven volgen gedurende de volgende lagere schooljaren binnen dezelfde inrichting.

Een secundaire school die het taalbadonderwijs organiseert op het niveau van het eerste jaar van de derde stap van het pedagogisch continuüm biedt de mogelijkheid om dat leerproces ten minste gedurende het tweede jaar van die derde stap voort te zetten.

In afwijking van de bepaling bedoeld in het vorige lid, kan een secundaire school het taalbadonderwijs geleidelijk invoeren, voor zover een leerling die het eerste jaar van de derde stap van het pedagogisch continuüm in het kader van dat onderwijs dit minstens in het tweede jaar van die derde stap binnen dezelfde inrichting kan voortzetten.

**Art. 9.** § 1. Gedurende de tweede cyclus van de eerste stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 8 lestijden en hoogstens 21 lestijden.

§ 2. Gedurende de eerste cyclus van de tweede stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 8 lestijden en hoogstens 18 lestijden voor de leerlingen die met het taalbad in het derde jaar van het kleuteronderwijs of in het eerste jaar van het lager onderwijs zijn begonnen.

Gedurende de eerste cyclus van de tweede stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 12 lestijden en hoogstens 18 lestijden voor de leerlingen die met het taalbad in het derde jaar van het lager onderwijs begonnen zijn.

Gedurende de tweede cyclus van de tweede stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 8 lestijden en hoogstens 18 lestijden voor de leerlingen die met het taalbad in het derde jaar van het kleuteronderwijs of in het eerste jaar van het lager onderwijs begonnen zijn.

Gedurende de tweede cyclus van de tweede stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 12 lestijden en hoogstens 18 lestijden voor de leerlingen die met het taalbad in het derde jaar van het lager onderwijs begonnen zijn.

§ 3. Wanneer het taalbadonderwijs in een school of een vestiging wordt ingevoerd, wordt de cursus voor het onderricht van de tweede taal, zoals bepaald in artikel 10, eerste lid van de taalwet, en in artikel 7 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, opgenomen in het deel van het lesrooster dat besteed wordt aan het taalbadonderwijs zoals bepaald in § 2 van dit artikel. In dat geval hebben de leerprocessen bedoeld bij die cursus voor het onderricht van de tweede taal specifiek betrekking op de competenties in verband met de beheersing van de betrokken taal en op de woordenschat die specifiek is voor de vakken die in het kader van het taalbadonderwijs worden onderwezen.

§ 4. Gedurende de derde stap van het pedagogisch continuüm, wanneer een deel van het wekelijkse lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 8 lestijden en hoogstens 13 lestijden. De lestijden bedoeld in artikel 8, 1° en 2° van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs kunnen niet worden georganiseerd in het kader van het taalbadonderwijs.

Onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 7, tweede lid van dit decreet, wanneer het taalbadonderwijs in een school of een vestiging wordt ingevoerd, worden de lestijden besteed aan een moderne taal, zoals bepaald in artikel 8, 3° van het voormelde decreet van 30 juni 2006, opgenomen in het deel van het lesrooster dat besteed wordt aan het taalbadonderwijs zoals bepaald in het vorige lid. In dat geval hebben de leerprocessen bedoeld bij die cursus voor het onderricht van moderne talen specifiek betrekking op de competenties in verband met de beheersing van de betrokken taal en op de woordenschat die specifiek is voor de vakken die worden onderwezen in het kader van het taalbadonderwijs.

Twee, drie of vier van de lestijden voor aanvullende activiteiten bepaald in artikel 10 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs kunnen worden besteed aan het leren van de taal waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd. Die twee, drie of vier lestijden worden niet opgenomen in de lestijden van het eerste lid van deze paragraaf.

§ 5. De cursussen zedenleer en godsdienst behoren niet tot het deel van het lesrooster waarvoor het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd.

**Art. 10.** De inrichtingen voor basis- of lager onderwijs en voor secundair onderwijs kunnen medewerkingsakkoorden sluiten om de continuïteit van het taalbadonderwijs te waarborgen tussen de tweede stap en de derde stap van het pedagogisch continuüm.

#### HOOFDSTUK IV.

##### *Organisatie van het taalbadonderwijs gedurende de tweede en derde graden van het secundair onderwijs*

**Art. 11.** § 1. De leerling kan, gedurende de algemene en technologische humaniora bedoeld in de artikelen 24 en volgende van het opdrachtdcreet, en gedurende de beroeps- en technische humaniora bedoeld in de artikelen 39 en volgende van hetzelfde decreet, de taalbadlessen, die gevolgd werden gedurende de derde stap van het pedagogisch continuüm, blijven volgen.

§ 2. De leerling kan ook taalbadlessen beginnen te volgen in het eerste jaar van de algemene en technologische humaniora of van de beroeps- en technische humaniora in de gekozen taal, in voorkomend geval, voor de cursus moderne taal I of II zoals bepaald in de artikelen 4bis, § 3 en 4, 4ter § 2 en 3 en 4quater § 1 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 3. Een secundaire school die het taalbadonderwijs organiseert op het niveau van het eerste jaar van de algemene en technologische humaniora of van de beroeps- en technische humaniora biedt de mogelijkheid om dat onderwijs voort te zetten in het vervolg van het secundair onderwijs.

In afwijking van de bepalingen bedoeld in het vorige lid, kan een secundaire school het taalbadonderwijs geleidelijk invoeren voor zover een leerling die het eerste jaar van de algemene en technologische humaniora of van de beroeps- en technische humaniora in het kader van dat onderwijs zijn secundair onderwijs kan voortzetten in het kader van het taalbadonderwijs binnen dezelfde inrichting.

**Art. 12.** § 1. Gedurende elk van de vier jaren die betrekking hebben ofwel op de algemene en technologische humaniora ofwel op de beroeps- en technische humaniora, wanneer een deel van het lesrooster besteed wordt aan het taalbadonderwijs, omvat dat deel minstens 8 lestijden en hoogstens 13 lestijden.

De lestijden die, in voorkomend geval, specifiek worden besteed aan de cursus moderne taal waarin het taalbad wordt verricht, worden opgenomen in het deel van het lesrooster besteed aan het taalbadonderwijs. In dat geval hebben de leerprocessen bedoeld bij die cursus moderne taal specifiek betrekking op de competenties in verband met de beheersing van de betrokken taal en op de woordenschat die specifiek is voor de vakken die worden onderwezen in het kader van het taalbadonderwijs.

§ 2. De cursussen zedenleer en godsdienst behoren niet tot het deel van het lesrooster waarvoor het taalbadonderwijs kan worden georganiseerd.

HOOFDSTUK V. — *Nadere regels die na te leven zijn om het taalbadonderwijs te organiseren*

**Art. 13.** § 1. Het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, dient de aanvraag in voor het verkrijgen van de machtiging om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten.

De aanvraag bedoeld in het vorige lid omvat minstens :

- 1° het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;
- 2° het advies van het basisoverlegcomité;
- 3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt, inzonderheid en op de manier die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs zal worden georganiseerd alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbad worden georganiseerd;

b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en het opvolgen van het project.

Ze vermeldt eveneens de maatregelen die worden genomen om :

a) de leerlingen en de leerkrachten pedagogische instrumenten ter beschikking te stellen die specifiek zijn voor het taalbadonderwijs;

b) de continuïteit van het project te garanderen;

c) de leerlingen die moeilijkheden hebben te helpen, inzonderheid, zij die, in voorkomend geval, geen les meer in het kader van het taalbad zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;

b) voor de basis- of lagere scholen, de mogelijkheden om binnen dezelfde zone of op een redelijke afstand in een naburige zone het taalbadonderwijs voort te zetten op het niveau van de derde stap van het continuüm;

c) voor de derde stap van het continuüm, de mogelijkheden om binnen dezelfde zone of op een redelijke afstand in een naburige zone het taalbadonderwijs voort te zetten op het niveau van de algemene en technologische humaniora en van de technische en beroepshumaniora;

d) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden die in de artikelen 8 en 10 worden vermeld.

Voor de aanvragen om vernieuwing, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en met een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes cursussen in het kader van het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze kinderen vermeldt de balans de reden waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt gegeven. De balans vermeldt eveneens de ondervonden moeilijkheden alsook de maatregelen die werden genomen of zullen worden genomen om die te verhelpen.

§ 2. In het gesubsidieerd onderwijs, stuurt de inrichtende macht, voor elke school of vestiging waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, samen met de aanvraag om subsidiëring betreffende de betrokken school of vestiging, een dossier dat minstens de volgende gegevens omvat :

1° het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;

2° het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de plaatselijke overleginstantie of van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt inzonderheid en op de wijze die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbad worden georganiseerd;

b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en opvolgen van het project.

Ze vermeldt ook de maatregelen die werden genomen om :

a) pedagogische instrumenten die eigen zijn aan het taalbadonderwijs ter beschikking te stellen van de leerlingen en de leerkrachten;

b) de continuïteit van het project te garanderen;

c) de leerlingen die moeilijkheden ondervinden te helpen, inzonderheid deze die, in voorkomend geval, geen taalbadlessen meer zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;

b) voor de basis- of lagere scholen, de mogelijkheden om binnen dezelfde zone of op een redelijke afstand in een naburige zone het taalbadonderwijs verder te verstrekken op het niveau van het derde jaar van het continuüm;

c) voor de derde stap van het continuüm, de mogelijkheden om binnen dezelfde zone of op een redelijke afstand in een naburige zone het taalbadonderwijs op het niveau van de algemene en technologische humaniora en van de technische en beroepshumaniora verder te verstrekken;

d) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden vermeld in de artikelen 8 en 10.

Voor de dossiers in verband met de voortzetting van de organisatie van het taalbadonderwijs, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze, vermeldt de balans de redenen waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt verstrekt. De balans maakt eveneens gewag van de ondervonden moeilijkheden alsook van de maatregelen die werden genomen of gepland om die te verhelpen.

**Art. 14.** § 1. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs wordt de machtiging om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten toegekend voor een vernieuwbare maximumperiode van drie jaar. Die periode van drie jaar begint vanaf het jaar 2008-2009 voor de scholen die reeds het taalbadonderwijs hebben ingevoerd.

In afwijking van het eerste lid, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, kan de Regering, op grond van een verslag dat door de betrokken inspectiedienst wordt opgesteld, vanaf het volgende schooljaar, elke machtiging tot invoering of voortzetting van de organisatie van het taalbadonderwijs schorsen.

§ 2. In het gesubsidieerd onderwijs, moet het dossier bedoeld in artikel 13, § 2 om de drie jaar worden ingediend. Die periode van drie jaar begint vanaf het jaar 2008-2009 voor de scholen die reeds het taalbadonderwijs hebben ingevoerd.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering, op grond van een verslag opgesteld door de betrokken inspectiedienst, de inrichtende macht in gebreke stellen, binnen een termijn van 60 kalenderdagen vanaf die ingebrekestelling, de maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Indien de inrichtende macht, op het einde van de termijn van 60 kalenderdagen bedoeld in het vorige lid, geen bewijs heeft geleverd dat zij de maatregelen heeft genomen die noodzakelijk zijn om de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, schorst de Regering, op grond van een verslag opgesteld door de betrokken inspectiedienst vanaf het volgende schooljaar, elke subsidiëring in verband met de organisatie van het taalbadonderwijs.

§ 3. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, brengen de inrichtingen die de machtiging hebben gekregen de organisatie van het taalbadonderwijs in te voeren of voort te zetten en die deze machtiging niet of niet meer gebruiken, daar de Diensten van de Regering op de hoogte van, met vermelding van de redenen waarom ze die machtiging niet of niet meer gebruiken.

In het gesubsidieerd onderwijs, brengen de inrichtende machten die verklaard hebben dat zij de organisatie van het taalbadonderwijs hebben ingevoerd of voortgezet en die beslissen dat onderwijs niet meer te organiseren, daar de Diensten van de Regering op de hoogte van, met vermelding van de redenen waarom ze dat onderwijs niet of niet meer organiseren.

Als inrichtingen de machtiging bedoeld in § 1 van dit artikel hebben bekomen en die niet hebben gebruikt, moeten ze, indien ze in het vervolg het taalbadonderwijs wensen te organiseren, een nieuwe aanvraag zoals bepaald in artikel 13 indienen.

**Art. 15.** Alleen de scholen die, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de in de twee vorige artikelen bedoelde machtiging hebben gekregen, of, voor het gesubsidieerde onderwijs, de subsidiëring hebben aangevraagd en bekomen, kunnen aanspraak maken op de organisatie van het taalbadonderwijs.

#### HOOFDSTUK VI. — *Begeleiding en toezicht in het kader van het taalbadonderwijs*

**Art. 16.** § 1. Er wordt een orgaan voor het waarnemen en begeleiden van het taalbadonderwijs, hierna «het orgaan» genoemd, opgericht binnen het Algemeen Bestuur Onderwijs en Onderzoek. Dat orgaan heeft een adviesbevoegdheid.

§ 2. Het in de vorige paragraaf bedoelde orgaan heeft als opdracht, met inachtneming van het beginsel van de vrijheid inzake pedagogische methoden :

1° voor de Regering, de Sturingscommissie, de inrichtende machten en de scholen, voorstellen te formuleren ter verbetering van het taalbadonderwijs inzonderheid op grond van het algemeen verslag dat om de drie jaar door de Algemene Inspectiedienst wordt opgemaakt;

2° in het kader van de bepalingen bedoeld in de artikelen 6, 5e lid, en 15, 5e lid, van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor leerplichtonderwijs, een advies uit te brengen aan de Sturingscommissie, op aanvraag van deze, over de schoolboeken en pedagogische hulpmiddelen die voor het taalbadonderwijs worden bestemd;

3° voor de Regering en de Sturingscommissie voorstellen te formuleren inzake opleiding gedurende de loopbaan van de leerkrachten die hun opdracht uitoefenen in het kader van het taalbadonderwijs.

§ 3. Het orgaan wordt voorgezeten door de administrateur-generaal van Onderwijs en Onderzoek of door zijn afgevaardigde.

Het is samengesteld uit :

— de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijspersoneel of zijn afgevaardigde;

— vier inspecteurs die door de Regering worden benoemd op de voordracht van de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderzoek en wetenschappelijk onderzoek, waarbij ten minste twee van die inspecteurs belast worden met de inspectie van één of meer vakken waarvan het onderwijs kan worden gevolgd in het kader van het taalbadonderwijs;

— vier deskundigen inzake pedagogiek of didaktiek van de talen, die door de Regering worden benoemd op de voordracht van de Sturingscommissie.

Het secretariaat van de werkgroep wordt waargenomen door een ambtenaar van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Wanneer zij de vergaderingen van de werkgroep bijwonen, genieten de leden de terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VII. — Voorwaarden die te vervullen zijn om les te geven in het taalbadonderwijs

**Art. 17.** In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt A, a), 2., in de Franse tekst, wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

2° In punt A., a), wordt een punt 2 bis ingevoegd, luidend als volgt : « 2bis. Kleuteronderwijzer, belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; » .

3° Punt B., a), 1bis, in de Franse tekst wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

4° In punt B., a) wordt een punt 1ter ingevoegd, luidend als volgt : « 1ter. Onderwijzer lager onderwijs belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; »

5° Punt B., a), 5. wordt weer ingevoegd, luidend als volgt : « 5. leermeester bijzondere vakken, belast met het taalbadonderwijs ».

6° Punt B bis., a), 1bis, in de Franse tekst, wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

7° In punt Bbis., a) wordt een punt 1quater ingevoegd, luidend als volgt :

« 1quater. Kleuteronderwijzer, belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; ».

8° Punt Bbis., a), 2bis, in de Franse tekst, wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

9° In punt Bbis., a), wordt een punt 2ter ingevoegd, luidend als volgt : « 2ter. Onderwijzer lager onderwijs, belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; ».

10° Punt Bbis., a), 6. wordt weer ingevoegd, luidend als volgt :

« 6. leermeester bijzondere vakken, belast met taalbadcursussen; ».

11° Punt C., a), 2., in de Franse tekst, wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

12° In punt C., a), wordt een punt 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2bis. Leraar algemene vakken, belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; »

13° In punt C., a), wordt een punt 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 5bis. Leraar bijzondere vakken, belast met taalbadcursussen ».

14° In punt C., a), wordt een punt 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 6bis. leraar technische vakken, belast met taalbadcursussen ».

15° In punt C., a), wordt een punt 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 7bis. praktijkleraar, belast met taalbadcursussen ».

16° In punt C., a), wordt een punt 8ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 8ter. leraar technische vakken en beroepspraktijk, belast met taalbadcursussen ».

17° Punt D., a), 1bis, in de Franse tekst, wordt aangevuld als volgt : « linguistique; ».

18° In punt D., a), wordt een punt 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 1ter. Leraar algemene vakken, belast met taalbadcursussen in de gebarentaal; ».

19° In punt D., a), wordt een punt 2bis. ingevoegd, luidend als volgt :

« 2 bis. leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek, belast met taalbadcursussen ».

20° In punt D., a), wordt een punt 5bis. ingevoegd, luidend als volgt :

« 5bis. leraar bijzondere vakken, belast met taalbadcursussen ».

21° In punt D., a), wordt een punt 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 6bis. leraar technische vakken, belast met taalbadcursussen ».

22° In punt D., a), wordt een punt 7bis., ingevoegd, luidend als volgt :

« 7bis. praktijkleraar, belast met taalbadcursussen ».

23° In punt D., a), wordt een punt 8 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 8ter. leraar technische vakken en beroepspraktijk, belast met taalbadcursussen ».

**Art. 18.** In hoofdstuk II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale



promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende woorden worden ingevoegd na de woorden « Hoofdstuk II.- Bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel » : « Afdeling I. — Bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de leden van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen. »

2° Artikel 6*bis* wordt afgeschaft.

3° Artikel 7, eerste lid, 1*bis*, wordt afgeschaft.

4° Artikel 7, eerste lid, 7., *b*), eerste streepje, wordt aangevuld als volgt : « , met het overeenstemmende getuigschrift grondige kennis van de onderdompelingstaal, of, naar gelang van de onderrichte taal, met het getuigschrift grondige kennis van de Nederlandse taal, uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap, of met het getuigschrift grondige kennis van de Duitse taal, uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap; ».

5° Artikel 7, eerste lid, 7., *b*) tweede streepje, wordt aangevuld als volgt :

« of met het overeenstemmende getuigschrift grondige kennis van de onderdompelingstaal. ».

6° Artikel 8, 2, wordt afgeschaft.

7° Artikel 9, 1*bis*, wordt afgeschaft.

8° De volgende woorden worden toegevoegd :

« Afdeling II. — Bekwaamheidsbewijzen vereist van de personeelsleden, belast met taalbadcursussen.

Artikel 13.1. De bekwaamheidsbewijzen vereist voor de ambten van lid van het onderwijzend personeel belast met de taalbadcursussen, worden vastgesteld als volgt :

1° Het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

2° Het buitenlandse bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

3° Het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, aangevuld met een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, uitgereikt in de onderdompelingstaal, of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met ten minste dat getuigschrift, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

4° Het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de onderdompelingstaal;

5° Voor de taalbadcursussen in de Nederlandse taal, het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de Nederlandse taal, uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap;

6° Voor de taalbadcursussen in de Duitse taal, het bekwaamheidsbewijs vereist om het overeenstemmende ambt van afdeling I uit te oefenen, aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de Duitse taal, uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap. »

**Art. 19.** In artikel 10 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, wordt een § 3 *bis* ingevoegd, luidend als volgt : « § 3 *bis*.- Voor de toepassing van dit besluit is er geen vereiste inzake bezit van het getuigschrift grondige kennis van de te onderrichten taal voor de houders van een GGKOT, een GGKNT, of van een overeenstemmend GGKDT. »

**Art. 20.** In het eerste lid van artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs, worden de woorden « 10 en 11 » vervangen door de woorden « 10, 11, 11*bis* en 11*ter* ».

**Art. 21.** In § 1 van artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs, worden de woorden « van artikel 11 » vervangen door de woorden « van de artikelen 11, 11*bis* en 11*ter* ».

**Art. 22.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende woorden worden ingevoegd na de woorden : « Afdeling I. — Wervingsambten, met uitzondering van de ambten van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen. »

2° In artikel 11, worden de rubrieken « Kleuteronderwijzer, belast met taalbadcursussen » en « Onderwijzer lager onderwijs, belast met taalbadcursussen » worden afgeschaft.

3° Afdeling 1 wordt aangevuld als volgt :

« Onderafdeling 2. — Wervingsambten van leden van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen.

Artikel 11*bis*. De als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van leraren, belast met taalbadcursussen, zijn de volgende :

1° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

2° Het buitenlands bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

3° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt in de onderdompelingstaal, of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijkwaardig is met dat getuigschrift, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

4° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKOT;

5° Voor de taalbadcursussen Nederlandse taal, het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKNT;

6° Voor de taalbadcursussen Duitse taal, het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKDT.

Artikel 11ter. De weddeschaal van een ambt van lid van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen is gelijk aan deze die bepaald is voor het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 onder dezelfde voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen. »

**Art. 23.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende woorden worden ingevoegd na de woorden « Afdeling 1. — Wervingsambten » : « Onderafdeling 1. — Wervingsambten, met uitzondering van de ambten van de leden van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen. »

2° In artikel 11, wordt punt 10 van A. afgeschaft.

3° In artikel 11, wordt punt 12 van B., 1° afgeschaft.

4° In artikel 11, wordt punt 11 van B., 2° afgeschaft.

5° Afdeling 1 wordt aangevuld als volgt :

« Onderafdeling 2. — Wervingsambten voor de leden van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen.

Artikel 11ter. De voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van de leraars belast met taalbadcursussen worden vastgesteld als volgt :

1° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

2° Het buitenlands bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

3° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt in de onderdompelingstaal, of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijkwaardig is met dat getuigschrift, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

4° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKOT;

5° Voor de cursussen taalbad Nederlandse taal, het ambt dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKNT;

6° Voor de cursussen taalbad Duitse taal, het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKDT. »

**Art. 24.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogische jaar, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende woorden worden ingevoegd na de woorden « Afdeling 1.- Wervingsambten » : « Onderafdeling 1.- Wervingsambten, met uitzondering van de ambten van de leden van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen. »

2° In artikel 11, wordt punt 9 van A. afgeschaft.

3° In artikel 11, wordt punt 11 van B., 1° afgeschaft.

4° In artikel 11, wordt punt 11 van B., 2° afgeschaft.

5° Afdeling 1 wordt aangevuld als volgt :

« Onderafdeling 2. — Wervingsambten voor de leden van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen.

Artikel 11ter. De voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van onderwijzend personeelslid belast met taalbadcursussen worden vastgesteld als volgt :

1° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

2° Het buitenlands bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

3° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt in de onderdompelingstaal, of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijkwaardig is met dat getuigschrift, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

4° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKOT;

5° Voor de cursussen taalbad Nederlandse taal, het ambt dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKNT;

6° Voor de cursussen taalbad Duitse taal, het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKDT. »

**Art. 25.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsopleiding met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende woorden worden ingevoegd na de woorden « Afdeling 1. — Wervingsambten » : « Onderafdeling 1. — Wervingsambten, met uitzondering van de ambten van de leden van het onderwijzend personeel, belast met taalbadcursussen. »

2° In artikel 11, wordt punt 21 van A. afgeschaft.

3° In artikel 11, wordt punt 20 van C. afgeschaft.

4° Afdeling 1 wordt aangevuld als volgt :

« Onderafdeling 2. — Wervingsambten voor de leden van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen.

Artikel 11ter. De voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van onderwijzend personeelslid belast met taalbadcursussen worden vastgesteld als volgt :

1° Het bekwaamheidsbewijs dat als voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

2° Het buitenlands bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is met het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

3° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt in de onderdompelingstaal, of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijkwaardig is met dat getuigschrift, uitgereikt in de onderdompelingstaal;

4° Het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKOT;

5° Voor de cursussen taalbad Nederlandse taal, het ambt dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKNT;

6° Voor de cursussen taalbad Duitse taal, het bekwaamheidsbewijs dat voldoende wordt geacht om het overeenstemmende ambt van de onderafdeling 1 uit te oefenen, aangevuld met het GGKDT. »

**Art. 26.** In artikel 1, § 3 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, worden de woorden « 8 effectieve leden en 8 plaatsvervangende leden, die houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs A om de functie van kleuteronderwijzer belast met de lessen via onderdompeling, de functie van onderwijzer voor lager onderwijs belast met de lessen via onderdompeling, de functie van leraar algemene vakken, belast met de lessen via onderdompeling in het lager secundair onderwijs of de functie van leraar algemene vakken belast met de lessen via onderdompeling in het hoger secundair onderwijs, met een vertegenwoordiging van twee leden voor elke functie. » vervangen als volgt : « 4 werkende leden en 4 plaatsvervangende leden, houder van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A om een ambt van onderwijzend personeelslid belast met taalbadcursussen uit te oefenen. »

**Art. 27.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « Voor de toepassing van de artikels 6bis, 7, 1bis, 8, 2, en 9, 1bis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden als gelijkwaardige buitenlandse pedagogische bekwaamheidsbewijzen geacht, overeenkomstig het erin opgesomde » vervangen door de woorden « Voor de toepassing van artikel 13.1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, van artikel 11 bis van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, van artikel 11 bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van artikel 11 bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, en van artikel 11 bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden geacht buitenlandse bekwaamheidsbewijzen te zijn die gelijkwaardig zijn met deze die erin worden opgesomd ».

2° In § 1, c), worden de woorden « onderwijzer of leraar algemene vakken, belast met de lessen via onderdompeling » vervangen door de woorden : « een ambt van onderwijzend personeelslid belast met taalbadcursussen. ».

3° § 2 wordt vervangen als volgt : « Het besluit van de Regering bedoeld in § 1, c), bepaalt het diploma waarmee het buitenlands pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenstemt, waarbij, in voorkomend geval, de afdeling of de groep waaronder het ressorteert, wordt vermeld. ».

4° § 3 wordt afgeschaft.

**Art. 28.** In artikel 3, § 3, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De commissie komt elk jaar in de loop van de maand augustus bijeen. Ze komt bovendien, naar gelang van de behoeften, te allen tijde bijeen op initiatief van haar voorzitter. ».

**Art. 29.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « die de functies uitoefenen van onderwijzers en leraren algemene vakken, belast met de lessen via onderdompeling » vervangen door de woorden : « die een ambt uitoefenen van onderwijzend personeelslid, belast met taalbadcursussen ».

**Art. 30.** In artikel 4, § 4, van hetzelfde decreet, worden de woorden « die de functies uitoefenen van onderwijzer en leraar algemene vakken, belast met de lessen in de taal van onderdompeling » vervangen door de woorden : « die een ambt uitoefenen van onderwijzend personeelslid, belast met taalbadcursussen. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 31.** In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs, wordt artikel 7*quater* opgeheven.

**Art. 32.** De punten 20° en 22° van artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving worden afgeschaft.

**Art. 33.** § 1. Het opschrift van de afdeling 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt: « in de gebarentaal »;

§ 2. In artikel 12 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden « in een andere moderne taal dan het Frans » geschrapt;

2° In § 1, derde lid, worden de woorden « in de gebarentaal » ingevoegd tussen het woord « onderdompeling » en het woord « organiseert »;

3° In het vierde lid worden de woorden « in de gebarentaal » ingevoegd tussen het woord « onderdompeling » en het woord « gegeven ».

4° In § 2, eerste lid, worden de woorden « in de gebarentaal » ingevoegd tussen het woord « onderdompeling » en het woord « gegeven »;

5° In § 2, tweede lid, worden de woorden « in de gebarentaal » ingevoegd tussen het woord « onderdompeling » en het woord « gegeven »;

6° De §§ 3 en 4 worden opgeheven.

**Art. 34.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 26, wordt § 1 vervangen door :

« Op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, machtigt de Regering een school of een vestiging ertoe het taalbadonderwijs te organiseren.

De Regering steunt haar beslissing op de naleving van de voorwaarden bepaald bij dit decreet.

De aanvraag bedoeld in het vorige lid vermeldt minstens :

1° Het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;

2° het advies van het basisoverlegcomité;

3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt, inzonderheid en op de manier die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs zal worden georganiseerd alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbad worden georganiseerd;

b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en het opvolgen van het project.

Ze vermeldt eveneens de maatregelen die worden genomen om :

a) de leerlingen en de leerkrachten pedagogische instrumenten ter beschikking te stellen die specifiek zijn voor het taalbadonderwijs;

b) de continuïteit van het project te garanderen voor ten minste drie opeenvolgende schooljaren en, in voorkomend geval, in te staan voor de medewerkingsovereenkomsten gesloten met andere inrichtingen;

c) de leerlingen die moeilijkheden hebben te helpen, inzonderheid, zij die, in voorkomend geval, geen les meer in het kader van het taalbad zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;

b) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden die met andere inrichtingen werden genomen om de continuïteit van het project te garanderen.

Voor de aanvragen om vernieuwing, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en met een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes cursussen in het kader van het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze kinderen vermeldt de balans de redenen waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt gegeven. De balans vermeldt eveneens de ondervonden moeilijkheden alsook de maatregelen die werden genomen of zullen worden genomen om die te verhelpen.

In het gesubsidieerd onderwijs, stuurt de inrichtende macht, voor elke school of vestiging waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, samen met de aanvraag om subsidiëring betreffende de betrokken school of vestiging, een dossier dat minstens de volgende gegevens omvat :

1° het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;

2° het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de plaatselijke overleginstantie of van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt inzonderheid en op de wijze die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbadonderwijs worden georganiseerd;

b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en het opvolgen van het project.



Ze vermeldt eveneens de maatregelen die worden genomen om :

- a) de leerlingen en de leerkrachten pedagogische instrumenten ter beschikking te stellen die specifiek zijn voor het taalbadonderwijs;
- b) de continuïteit van het project te garanderen voor ten minste drie opeenvolgende schooljaren en, in voorkomend geval, in te staan voor de medewerkingsovereenkomsten gesloten met andere inrichtingen;
- c) de leerlingen die moeilijkheden hebben te helpen, inzonderheid, zij die, in voorkomend geval, geen les meer in het kader van het taalbad zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

- a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;
- b) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden die met andere inrichtingen werden genomen om de continuïteit van het project te garanderen.

Voor de dossiers betreffende een verlenging van het taalbadonderwijs, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en met een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes cursussen in het kader van het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze kinderen vermeldt de balans de redenen waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt gegeven. De balans vermeldt eveneens de ondervonden moeilijkheden alsook de maatregelen die werden genomen of zullen worden genomen om die te verhelpen.

2° In artikel 67 wordt paragraaf 1 vervangen door :

« Op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, machtigt de Regering een school of een vestiging ertoe het taalbadonderwijs te organiseren.

De Regering steunt haar beslissing op de naleving van de voorwaarden bepaald bij dit decreet.

De aanvraag bedoeld in het vorige lid vermeldt minstens :

- 1° Het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;
- 2° het advies van het basisoverlegcomité;
- 3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt, inzonderheid en op de manier die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

- a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs zal worden georganiseerd alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbadonderwijs worden georganiseerd;
- b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en het opvolgen van het project.

Ze vermeldt eveneens de maatregelen die worden genomen om :

- a) de leerlingen en de leerkrachten pedagogische instrumenten ter beschikking te stellen die specifiek zijn voor het taalbadonderwijs;
- b) de continuïteit van het project te garanderen voor ten minste drie opeenvolgende schooljaren en, in voorkomend geval, in te staan voor de medewerkingsovereenkomsten gesloten met andere inrichtingen;
- c) de leerlingen die moeilijkheden hebben te helpen, inzonderheid, zij die, in voorkomend geval, geen les meer in het kader van het taalbad zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

- a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;
- b) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden die met andere inrichtingen werden genomen om de continuïteit van het project te garanderen.

Voor de aanvragen om vernieuwing, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en met een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes cursussen in het kader van het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze kinderen vermeldt de balans de redenen waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt gegeven. De balans vermeldt eveneens de ondervonden moeilijkheden alsook de maatregelen die werden genomen of zullen worden genomen om die te verhelpen.

In het gesubsidieerd onderwijs, stuurt de inrichtende macht, voor elke school of vestiging waarin het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, samen met de aanvraag om subsidiëring betreffende de betrokken school of vestiging, een dossier dat minstens de volgende gegevens omvat :

1° het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet;

2° het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de plaatselijke overleginstantie of van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

3° een beschrijving van het project.

Deze laatste vermeldt inzonderheid en op de wijze die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau :

- a) voor elk studiejaar, de vakken waarvoor het taalbadonderwijs wordt georganiseerd, alsook, voor elk betrokken vak, het aantal wekelijkse lestijden die in het kader van het taalbadonderwijs worden georganiseerd;
- b) de samenstelling en de nadere regels voor de werking van een plaatselijk begeleidingscomité belast met de begeleiding van het pedagogisch team bij het invoeren en het opvolgen van het project.

Ze vermeldt eveneens de maatregelen die worden genomen om :

- a) de leerlingen en de leerkrachten pedagogische instrumenten ter beschikking te stellen die specifiek zijn voor het taalbadonderwijs;
- b) de continuïteit van het project te garanderen voor ten minste drie opeenvolgende schooljaren en, in voorkomend geval, in te staan voor de medewerkingsovereenkomsten gesloten met andere inrichtingen;

c) de leerlingen die moeilijkheden hebben te helpen, inzonderheid, zij die, in voorkomend geval, geen les meer in het kader van het taalbad zouden volgen.

Ze vermeldt ook de maatregelen die worden genomen om de ouders te informeren over :

a) de kenmerken van het taalbadonderwijs;

b) in voorkomend geval, de medewerkingsakkoorden die met andere inrichtingen werden genomen om de continuïteit van het project te garanderen.

Voor de dossiers betreffende een verlenging van het taalbadonderwijs, gaat de beschrijving bovendien gepaard met een advies van het plaatselijke begeleidingscomité en met een balans van de uitgevoerde activiteiten. Die balans vermeldt inzonderheid het aantal kinderen die met succes cursussen in het kader van het taalbadonderwijs volgen en, in voorkomend geval, het aantal kinderen die het project niet meer volgen. Voor deze kinderen vermeldt de balans de reden waarom ze het project niet meer volgen en de wijze waarop ze zich opnieuw hebben geïntegreerd in het onderwijs dat uitsluitend in het Frans wordt gegeven. De balans vermeldt eveneens de ondervonden moeilijkheden alsook de maatregelen die werden genomen of zullen worden genomen om die te verhelpen.

**Art. 35.** In het decreet van 2 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 15 wordt aangevuld als volgt : « Voor het taalbadonderwijs, organiseert de betrokken inspecteur-generaal zijn dienst met het oog op gezamenlijke werkzaamheden van de inspecteurs belast met de inspectie van de taalcursussen en de inspectie van de vakken waarvoor het taalbadonderwijs wordt georganiseerd. »

2° Artikel 16 wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Ten minste om de drie jaar, vanaf het schooljaar 2007-2008, richt de algemene inspectiedienst aan de Regering een verslag over het taalbadonderwijs binnen de scholen. »

**Art. 36.** De leden die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt van onderwijzend personeelslid belast met taalcursussen, genieten verder de weddeschaal die hun was toegekend, indien deze laatste voor hen gunstiger is.

**Art. 37.** Bij wijze van overgangmaatregel, voor het schooljaar 2007-2008, kunnen de inrichtingshoofden, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en de inrichtende machten, in het gesubsidieerde onderwijs, het taalbadonderwijs organiseren in de tweede graad van het technisch kwalificatieonderwijs of van het beroepsonderwijs volgens de nadere regels die gelden in het algemeen onderwijs en in het technisch doorstromingsonderwijs I.

**Art. 38.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 mei 2007 ;

De Minister-Presidente,  
belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDERENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 392-1. — Commissieamendementen, nr. 392-2. — Verslag, nr. 392-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 8 mei 2007.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4111

[C - 2007/29302]

**14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste des masters complémentaires du secteur de la santé**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment ses articles 18, alinéa 2, 1° et 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste des masters complémentaires du secteur de la santé, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2005, du 18 novembre 2005 et du 2 juin 2006;

Vu la proposition collégiale des recteurs du 21 septembre 2006;

Vu l'avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française du 6 juillet 2007;